

Place aux femmes travailleuses !

Tous les mouvements politiques bourgeois réactionnaires qui apparaissent et se développent sur la planète - de Trump aux États-Unis ou Bolsonaro au Brésil jusqu'aux partis xénophobes et fascistes d'Europe, en passant par le djihadisme et les dictatures islamistes - concentrent leurs attaques politiques les plus odieuses contre les droits des femmes. Celles-ci, constituent partout, avec les migrants et les minorités ethniques et sexuelles, le bouc émissaire offert à la « patrie » pour endosser les fautes du capitalisme, qui a transformé chacun de ces pays en un tas d'ordures économique, social et politique.

Partout dans le monde, les femmes sont les premières victimes des effets de la crise, du chômage, de l'austérité et de la précarité du travail. Et elles partaient déjà d'un niveau nettement inférieur que celui de leurs collègues masculins, en termes de qualité d'emploi et de salaire. En général, leur charge de travail domestique reste bien supérieure à celle des hommes et elles continuent d'être majoritairement celles qui s'occupent des enfants, des personnes âgées, des malades chroniques et des handicapés. Toutes tâches qui devraient incomber à l'ensemble de la société.

En plein XXI^e siècle, des millions de femmes souffrent encore d'amputations génitales, de mariages juvéniles forcés et d'esclavage sexuel. Les travailleuses des pays les plus pauvres sont les principales victimes de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle et cette activité connaît une croissance exponentielle dans tous les pays, en particulier les plus riches.

La domination machiste dans les sphères familiale, professionnelle et sociale, la violence physique et psychologique à l'égard des femmes, la marchandisation de leur corps ou leur réduction à un animal reproducteur, non seulement ne disparaissent pas, mais trouvent, au contraire, un soutien idéologique accru dans les religions et dans les nouveaux courants politiques réactionnaires qui se développent et qui, lorsqu'ils gouvernent visent en priorité à augmenter au maximum l'exploitation et à détruire les acquis et droits conquis par les travailleuses et les travailleurs.

Les religions, le patriarcat, l'idéologie misogyne et machiste - de même que la xénophobie, le racisme

ou l'homophobie - ont été utilisées par la classe capitaliste, depuis qu'elle existe, comme un puissant instrument de division à l'intérieur des classes ouvrières. Cette division permet de disposer d'une grande masse de travailleuses éduquées à la soumission et bon marché. C'est pourquoi l'oppression des femmes, en particulier des travailleuses, ne disparaît jamais totalement et n'est atténuée que là où se sont déroulées de grandes luttes sociales pour leur libération... quand la bourgeoisie n'a pas réussi à les annuler.

Le droit à l'avortement libre et gratuit, par exemple, a été instauré pour la première fois dans l'histoire par la révolution russe. Il a fallu des décennies de lutte acharnée pour obtenir que l'avortement ne soit plus un délit dans un certain nombre de pays. Mais aujourd'hui, ce droit est remis en cause dans presque tous ces pays. Des chrétiens-fascistes menacent des médecins en Irlande, aux États-Unis... Trump aux États-Unis, le PP et VOX en Espagne, les gouvernements du Brésil, de la Pologne, de la Hongrie, de l'Autriche, entre autres, ont l'intention de le supprimer. Néanmoins, les victoires des femmes en Espagne en 2014 et en Pologne en 2016, contraignant leurs gouvernements respectifs à retirer les lois anti-

avortement, ont annoncé une nouvelle vague de mobilisations importantes dans de nombreux pays qui a culminé le 8 mars 2018 et qui peut se répéter, voire s'accroître, en 2019.

Avec deux épïcêtres, l'un en Argentine et l'autre en Espagne, les mobilisations récentes ont comme mérite d'avoir commencé à briser, en partie, le carcan du féminisme bourgeois et petit-bourgeois décomposé qui a dominé depuis des décennies, jusqu'à l'étouffer, le mouvement de libération des femmes. Le processus actuel repose sur l'organisation par toutes sortes d'associations, d'assemblées ouvertes, généralement des assemblées de quartier, qui, dans les deux pays, sont parvenues à étendre leurs racines parmi les jeunes travailleuses. Ainsi, les revendications spécifiques des femmes travailleuses, des migrants, des minorités ethniques se sont naturellement frayées un chemin parmi celles de la classe ouvrière confrontée tout entière à ses exploiters. Un « féminisme de classe », comme il se désigne, se développe en



REVOLUTION COMMUNISTE
Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

**Boycott du « grand débat »
et des négociations contre les
retraites et les fonctionnaires !**

Macron tente de sortir de la crise ouverte par les « gilets jaunes » p. 2
Un mouvement écartelé entre classe ouvrière et petit patronat p. 5
Le gouvernement a feint de céder p. 7
Où en est le capitalisme français ? p. 8
Attaque fasciste contre le NPA p. 10
Québec : les élections législatives p. 11
Venezuela : déclaration internationale contre l'immigration des États-Unis p. 14
Tchécoslovaquie : regain de persécution des homosexuels p. 15
Argentine : crise économique p. 18
Grande-Bretagne : crise politique p. 19
199 : l'insurrection ouvrière de Berlin p. 22
La 4^e Internationale (I) : 1923-1933 p. 24
Les référendums et la démocratie p. 28

n° 93 janvier - février 2018 1 euro

s'appuyant, tout au moins en Espagne, sur des syndicats ouvriers minoritaires (CGT, CNT, COS, etc.). La lutte de classe se développe, enfin, au sein du féminisme, et l'incorporation des revendications des travailleuses à celles de l'ensemble de la classe ouvrière, renforce les mobilisations. Cependant, en l'absence d'une véritable organisation révolutionnaire proposant un programme cohérent, les méthodes et les objectifs adoptés sont parfois contradictoires et souvent très confus, empreints d'une idéologie dominante centrée sur la sphère privée, moralisatrice et caritative, si caractéristique du féminisme petit bourgeois et bourgeois nord-américain.

En Espagne, la coordination du mouvement, réunie à Valence début février, a appelé à la « grève générale féministe », en fait à une journée de grève sans objectif concret à arracher aux employeurs ou au gouvernement. Les courants « sororistes » qui pratiquent la guerre des sexes ne s'adressent qu'aux femmes, tandis que les courants « lutte de classe » appellent les deux sexes à se joindre dans la grève, dans une lutte solidaire et commune dirigée, bien sûr, par les travailleuses, et appellent les organisations de la classe ouvrière à reprendre leurs revendications.

Nous considérons comme une obligation et une nécessité que l'ensemble de la classe ouvrière et toutes ses organisations s'engagent résolument pour la défense de la liberté et de l'égalité des femmes dans tous les domaines, pour la défense de leur droit à contrôler leur vie, leur corps et leur capacité reproductive et pour la défense de toutes leurs revendications spécifiques comme travailleuses particulièrement exploitées et opprimées.

Nous considérons également que seule une vision programmatique globale ayant comme objectif de mettre définitivement fin à la société de classes, qui est à l'origine de toute oppression, peut donner à la lutte pour la libération des femmes et pour les revendications des travailleuses la perspective qui l'unifie et l'intègre à la libération définitive de la classe ouvrière tout entière.

Avec Rosa Luxemburg, Clara Zetkin et Alexandra Kollontai : place aux femmes travailleuses !

- Contre toutes les formes de discrimination et d'oppression des femmes.
- Pour la répartition du travail entre toutes et tous, par la réduction de la journée de travail sans ré-

duction de salaire, jusqu'à la résorption du chômage.

- Contre le travail précaire et pour l'égalité salariale réelle entre hommes et femmes.
- Salaires, allocations et pensions permettant à toutes les travailleuses et tous les travailleurs de vivre décemment.
- Services publics abondants, gratuits et de qualité pour la prise en charge des enfants, des malades et des personnes dépendantes.
- Logements décents pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs.

• Pour l'élimination immédiate de toute religion à l'école. Une seule école publique, laïque, gratuite et mixte.

• Éducation sexuelle scientifique axée sur l'amour et le respect de sa propre liberté sexuelle et de celle des autres, quelle que soit son orientation.

• Aucune forme de financement direct ou indirect aux différentes confessions religieuses.

• Contraception et avortement libres et gratuits pris en charge par la santé publique. Défense de santé publique, universelle, gratuite et laïque. Respect et traitement médical adéquat des pathologies et des maladies spécifiquement féminines.

- Contre la réification et la marchandisation des femmes. Pour l'interdiction et la pénalisation du proxénétisme. Pour l'interdiction de la gestation pour autrui.
- Droit de franchir les frontières librement et en toute sécurité pour toutes les travailleuses, tous les travailleurs et les jeunes en formation. À bas les murs et les frontières !
- Contre la justice machiste et les lynchages médiatiques de toutes sortes. Épuration de tous les juges réactionnaires. Pour une authentique justice démocratique non-sexiste où les juges sont éligibles et révocables par les conseils de travailleuses et de travailleurs.
- Pour un gouvernement des travailleuses et des travailleurs vers une société sans classes, sans exploitation et sans oppression. Pour le socialisme international.

8 mars 2019

CoReP (Allemagne, Autriche, Canada, France, Turquie) & IKC (Espagne)

